

Avant de prendre connaissance de cette notice, veuillez répondre au questionnaire joint pour savoir si vous êtes soumis au régime d'autorisation d'exploiter.

NOTICE D'INFORMATION POUR LE REMPLISSAGE DU FORMULAIRE DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

Articles L. 331-1 à L. 331-11 du Code Rural et de la Pêche Maritime R331-1 à R. 331-7
du Code Rural et de la Pêche Maritime

Cette notice présente les principaux points de la réglementation relative à la demande d'autorisation d'exploiter et les indications nécessaires au remplissage du formulaire de demande.
Veuillez la lire avant de remplir le formulaire de demande

Le contrôle des structures est une réglementation qui soumet, dans des cas prévus par la loi, les mises en valeur des terres agricoles à une formalité administrative de déclaration ou autorisation. Elle s'applique à l'exploitation, quels que soient sa forme juridique, son mode d'exploitation, et **quel que soit le titre de jouissance** en vertu duquel les terres seront exploitées.

Ainsi, en application du code rural, le fait d'être propriétaire d'un bien et d'en demander l'autorisation d'exploiter, ne confère pas de priorité au demandeur par rapport à d'autres demandeurs.

A QUI S'APPLIQUE LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER ?

Selon l'article L331-2 I, sont soumis à autorisation préalable d'exploiter une installation, un agrandissement d'exploitation, une réunion d'exploitations, une création, reprise ou extension d'un atelier hors sol, lorsque :

- **La surface agricole utile pondérée (SAUP) totale de l'exploitation : surface des terres et surface équivalente des ateliers hors sol**, qu'il est envisagé de mettre en valeur, après opération, **excède le seuil fixé** par le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles (SDREA) ;

Ce seuil est variable selon la zone de la région Occitanie dans laquelle se trouve les biens que vous souhaitez exploiter, ainsi que les biens que vous exploitez déjà.

La délimitation de ces zones est indiquée dans les annexes 2 et 2bis du SDREA.

Si l'ensemble des biens (ceux demandés et/ou ceux déjà exploités) sont sur des zones différentes, c'est le seuil le plus bas qui s'applique.

Pour le calcul de la surface agricole utile pondérée de votre exploitation, avant et après l'opération envisagée, vous disposez :

- *de l'annexe 1 au formulaire de demande d'autorisation dans laquelle sont indiqués les coefficients d'équivalence par nature de culture fixés à l'annexe 1 du SDREA.*
- *de l'annexe 2 au formulaire de demande, dans laquelle sont indiqués les coefficients d'équivalence par nature d'atelier hors sol fixés aux annexes 3 et 3bis du SDREA.*

- **Quelle que soit la surface après opération, lorsque :**
 - L'opération a pour conséquence de supprimer une exploitation dont la superficie excède le seuil susmentionné fixé par le SDREA ou de ramener la superficie d'une exploitation en deçà de ce seuil,
 - L'opération a pour conséquence de priver une exploitation agricole d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement, sauf s'il est reconstruit ou remplacé,
 - L'un des membres ayant qualité d'exploitant ne remplit pas les conditions de capacité* ou d'expérience professionnelle** fixées par voie réglementaire,
 - L'exploitation du demandeur ne comporte pas de membre ayant la qualité d'exploitant (cas des sociétés sans associé exploitant dans la structure demandeuse),
 - L'exploitant est un exploitant pluriactif, remplissant les conditions de capacité* ou d'expérience professionnelle**, et dont les revenus extra-agricoles excèdent 3120 fois le montant horaire du salaire minimum de croissance, à l'exception des exploitants engagés dans un dispositif d'installation progressive, (au sens de l'article L 330-2) ;

Pour l'appréciation de ce seuil de 3120 fois le SMIC, vous devez comparer votre revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition de l'année précédant celle de la demande (=n - 1), déduction faite, s'il y a lieu, de la part de ce revenu provenant d'activités agricoles, avec le montant horaire du SMIC brut en vigueur le 31 décembre de la même année (n-1) multiplié par 3120. Votre situation pourra être vérifiée dans le cadre de contrôle sur place.

- La distance par rapport au siège de l'exploitation du demandeur est supérieure au maximum fixé par le SDREA :
 - 10 km dans les zones 1, 2, 3, 4 et 6.
 - 20 km dans la zone 5.

Cas particuliers : simple déclaration, opération SAFER

Selon l'article L331-2 II, est soumise à **simple déclaration** la mise en valeur d'un **bien de famille** reçu par donation, location, vente ou succession d'un parent ou allié jusqu'au 3ème degré inclus lorsque le déclarant satisfait à 4 conditions :

- Détenion de la capacité* ou de l'expérience** professionnelle,
 - les biens sont libres de location,
 - les biens sont détenus par un parent ou allié depuis 9 ans au moins,
 - les biens sont destinés à l'installation d'un nouvel agriculteur ou à la consolidation de l'exploitation du déclarant, dès lors que la surface totale de celle-ci, après consolidation, n'excède pas le seuil de surface fixé par le SDREA).
- Les parts d'une société constituée entre les membres d'une même famille sont assimilées aux biens qu'elles représentent.

* CAPACITE : diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées à l'article R 331-2 du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 29 octobre 2012 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°), R. 331-1 et D. 343-4 du code rural et de la pêche maritime.

** EXPERIENCE : 5 ans minimum (au cours des 15 dernières années) en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé d'exploitation, de salarié d'exploitation agricole, de conjoint-collaborateur d'exploitation, sur une surface au moins égale au 1/3 de la SAU moyenne régionale indiquée dans le SDREA Occitanie qui est de 24,67 ha.

Selon l'article L331-2 III, sont soumises à autorisation préalable d'exploiter, en application du I, la mise en valeur de biens agricoles par le candidat auquel la SAFER entend les rétrocéder.

QUI DOIT DEPOSER LA DEMANDE ?

1) Si les terres vont être exploitées à titre individuel, c'est la personne qui envisage de reprendre les biens.

2) Si les terres vont être exploitées en société ou si l'opération consiste en l'agrandissement d'une société existante :

2-1) la demande sera présentée par la société qui exploitera les terres.

2-2) S'il s'agit d'une prise de participation (*parts sociales*) dans une autre exploitation, la demande devra être faite, en nom propre, par la personne morale ou physique qui envisage d'exercer une activité agricole sur plusieurs exploitations (dans la mesure où l'opération rentre dans l'un des cas énumérés au -I- de l'article L331-2).

CAS PARTICULIER : OPERATION REALISEE SUR DES BIENS ATTRIBUES PAR LA SAFER

S'il s'agit d'une opération SAFER (rétrocession d'un bien agricole en propriété ou en jouissance ou par la conclusion d'un bail ou d'une convention), vous n'avez pas à remplir ce formulaire (cf. articles L 331-2- III e R 331-13). Il vous appartient de déposer un dossier de candidature directement auprès de la SAFER. C'est la SAFER qui procédera au recensement de toutes les demandes reçues à la suite de son appel de candidature et soumettra les dossiers au Commissaire du Gouvernement conformément à la procédure prévue aux articles L. 331-2 III et R. 331-13 et suivants.

QUELLE EST L'AUTORITE COMPETENTE ?

Aux termes de l'article R.331-3, les demandes d'autorisation d'exploiter sont instruites par le préfet de la région où se trouvent les biens, objet de la demande, avec l'appui du préfet du département du siège de l'exploitation et le cas échéant, des préfets des autres départements sur le territoire desquels sont situés les biens concernés.

OU ADRESSER VOTRE DEMANDE ?

A la DDT(M), où se trouve le fonds dont l'exploitation est envisagée. (Voir liste jointe en fin de notice).

Dans le cas où les biens sont situés sur plusieurs départements, la demande est adressée à la DDT(M) du siège d'exploitation.

C'est cette direction qui assurera l'instruction de votre demande et sera votre interlocuteur.

PROCEDURE

- Le formulaire de demande d'autorisation d'exploiter est accompagné d'un questionnaire préalable permettant de vérifier si l'opération envisagée relève du champ d'application du contrôle des structures, ainsi que d'une notice d'aide au remplissage.
- La demande est adressée à la DDT(M) par envoi recommandé avec accusé de réception ou déposée contre récépissé. Le récépissé de dépôt indique la date de réception de la demande.
- La DDT(M) délivre au demandeur un accusé de réception mentionnant toutes les informations utiles relatives à la gestion de son dossier :

- date de réception de la demande et la date à laquelle, à défaut d'une décision expresse, celle-ci sera réputée acceptée,
- la désignation de l'adresse postale et, le cas échéant, électronique, ainsi que le numéro de téléphone du service chargé du dossier.
- **Accord tacite** : Le délai au terme duquel est susceptible d'intervenir une décision implicite d'acceptation court à compter de la date de réception de la demande. Si la DDT(M), service chargé de l'instruction, informe l'auteur de la demande qu'il n'a pas fourni l'ensemble des informations ou pièces exigées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, le délai ne court qu'à compter de la réception de ces informations ou pièces.
- Le délai d'instruction au-delà duquel une autorisation d'exploiter implicite est accordée est, de manière générale de 4 mois. Ce délai peut être prolongé à 6 mois. Dans ce cas, la décision de prolongation est prise par le préfet de région. Elle doit être motivée et notifiée au demandeur avant l'expiration du délai de 4 mois par lettre recommandée avec AR (ou par voie télématique). Dans le cas d'absence du destinataire de la lettre, c'est la date de première présentation attestée par la Poste qui est prise en compte.
- Le préfet de région prend une décision d'autorisation ou de refus d'exploiter après instruction par la DDT(M). La décision est prise en fonction des seuils, critères et priorités fixés par le SDREA, après avis, le cas échéant, de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).
- Si vous n'êtes pas satisfait de cette décision, vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour déposer :
 - soit un recours gracieux devant le préfet de la région Occitanie ou un recours hiérarchique devant le ministre en charge de l'agriculture ;
 - soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse.
 Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours), vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de céans.

AIDE AU REMPLISSAGE DU FORMULAIRE ET DE SES ANNEXES

Formulaire contrôle des structures :

ENCADRÉ : IDENTIFICATION DU DEMANDEUR :

Si vous avez déjà un numéro SIRET, indiquez-le.

Si le demandeur ne dispose pas encore de numéro SIRET, par exemple pour les futurs installés, une copie d'une pièce d'identité sera fournie à l'appui de la demande.

ENCADRÉ : MEMBRE DE L'EXPLOITATION INDIVIDUELLE OU SOCIÉTAIRE :

Si vous êtes exploitant individuel, remplissez la colonne correspondant à « membre 1 ».

Rubrique « situation professionnelle » :

Pour les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, cochez oui si vous avez :

- soit l'un des diplômes admis pour l'octroi des aides à l'installation des jeunes agriculteurs et dont la liste est fixée par arrêté ministériel du 29 octobre 2012. En cas de difficulté vous pouvez vous renseigner auprès de la DDT(M).

- soit une expérience professionnelle de 5 ans acquise dans les 15 ans précédant la demande sur le tiers de la SAU moyenne régionale (24,67 ha en Occitanie) prise en référence pour la fixation du seuil de contrôle par le SDREA en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé exploitant, de salarié d'exploitation agricole ou de conjoint collaborateur.

Pour la situation professionnelle de l'exploitant individuel et/ou de chaque membre de la société, si la demande est portée par un exploitant individuel, le bloc « cas des sociétés » est sans objet.

ENCADRE : CIRCONSTANCES DE LA DEMANDE :

Remplissez les données en fonction des éléments dont vous disposez.

ENCADRÉ : NATURE DE L'OPERATION :

Veillez préciser la nature de l'opération, objet de la présente demande, en cochant la ou les cases correspondantes

ENCADRÉ : CARACTERISTIQUES DES SURFACES, OBJET DE LA DEMANDE :

A ne renseigner que pour les parcelles pouvant faire l'objet d'une exploitation agricole. Les surfaces des parcelles souhaitant être reprises qui ne sont pas susceptibles d'exploitation agricole ne doivent pas figurer dans le tableau.

ENCADRÉ : DISTANCE AU SIEGE DE LA PARCELLE LA PLUS ELOIGNEE :

Cette distance est la mesure la plus courte sur route carrossable, vérifiable par les outils modernes de calcul d'itinéraires (GPS, applications internet ou tout autre moyen technique adapté), entre le siège d'exploitation et la limite la plus proche de la parcelle demandée, ou la limite la plus proche de la parcelle la plus éloignée du bien objet de la demande.

ENCADRÉ : MOTIVATION DE LA DEMANDE.

Cet encadré vous est réservé pour exposer brièvement, de manière claire et explicite, votre projet et l'intérêt qui s'attache pour vous à la reprise de ces terres (exemple : installation, désenclavement, agrandissement pour augmentation de la viabilité, etc...)

ENCADRÉ : ENGAGEMENTS ET SIGNATURE :

Si la demande est souscrite à votre nom par un mandataire, par exemple par voie informatique, il doit indiquer son nom, prénom et qualité et certifier avoir pouvoir ; si la demande est souscrite directement par vous, c'est votre nom et votre signature qui doivent apparaître dans cet encadré.

ENCADRÉ : LISTE DES PIECES A JOINDRE AU DOSSIER :

Veillez lire attentivement cette liste de pièces. En tout état de cause, de l'envoi du dossier complet découle le point de départ du délai de 4 ou 6 mois d'instruction de votre demande.

Le cas échéant, vous pouvez joindre des documents complémentaires que vous estimez utiles.

Annexe 1 : Description des surfaces de l'exploitation et de celles objet de la demande

ENCADRE : IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT ANTERIEUR DES BIENS OBJETS DE LA DEMANDE.

Veillez fournir les renseignements demandés concernant l'exploitant antérieur qui mettait ou met en valeur les surfaces objet de votre demande.

ENCADRE : SURFACES MISES ET A METTRE EN VALEUR.

Veillez renseigner dans le tableau les surfaces de votre exploitation et celles objet de votre demande, pour chacune des cultures présentes sur l'exploitation ou projetées et effectuer le calcul de la surface pondérée correspondant à chacune de ces cultures, au moyen des coefficients figurant dans le tableau.

Veillez remplir autant de pages que nécessaire, compte tenu des superficies et types de culture concernés.

Remplir autant d'annexe 1 qu'il y a de structures agricoles dans lesquelles le demandeur est exploitant ou gérant, pour les décrire.

Annexe 2 : Description des ateliers hors sol présents sur l'exploitation ou objet de la demande.

ENCADRE : DESCRIPTION DES BIENS, OBJET DE LA DEMANDE

Veillez faire la description des installations d'élevage hors sol en cas de demande de reprise, création ou extension.

ENCADRE : IDENTIFICATION DE L'EXPLOITANT ANTERIEUR DES BIENS OBJETS DE LA DEMANDE.

Veillez fournir les renseignements demandés concernant l'exploitant antérieur qui mettait ou met en valeur les installations d'élevage hors sol objet de votre demande, en cas de demande de création, reprise ou extension d'ateliers hors sol.

Ces 2 premiers blocs ne sont pas à renseigner si vous ne faites pas de demande de création, reprise ou extension d'ateliers hors sol.

ENCADRE : SURFACES EQUIVALENTES DES ATELIERS HORS SOL

Ne sont à fournir les renseignements que pour les ateliers ou la part des ateliers d'élevage pour lesquels l'approvisionnement alimentaire des animaux ne provient pas de l'exploitation elle-même.

Ex : si atelier produisant 10 000 canards/an en claustration dont la nourriture est produite à 75 % sur l'exploitation et achetée à 25 %, mettre dans la colonne A : 2500 canards correspondant à $10\ 000 \times 0,25$.

Pour chacun des ateliers hors sol exploités et objet de la demande veuillez exprimer dans le tableau les quantités avec les unités figurant dans la deuxième colonne.

Effectuer ensuite le calcul des surfaces équivalentes en vous servant des coefficients figurant dans la colonne C.

Remplir autant d'annexe 2 qu'il y a de structures agricoles dans lesquelles le demandeur est exploitant ou gérant pour les décrire.

Exemple de calcul de surfaces équivalentes (se reporter aux tableaux d'équivalences : productions végétales annexe 1 du SDREA, et hors-sol annexe 3 du SDREA):

Exemple de calcul de la SAUP pour une exploitation avec un atelier produisant **10 000 canards/an en claustration** et cultivant **100 ha de maïs** :

- **Si l'exploitation produit toute l'alimentation des canards**, l'atelier hors sol ne rentrera pas dans le calcul de la SAUP, la SAUP qui sera prise en compte sera de : $100 \text{ ha de maïs} \times \text{coefficient } 1 = \mathbf{100 \text{ ha}}$.
- **Si l'alimentation des 10 000 canards est entièrement achetée à l'extérieur**. La SAUP qui sera prise en compte sera de : $(100 \text{ ha de maïs} \times \text{coefficient } 1) + (10\ 000 \text{ canards} \times 0,0004) = \mathbf{104 \text{ ha}}$.
- **Si 25 % de l'alimentation des canards est achetée à l'extérieur**, la SAUP qui sera prise en compte sera de : $(100 \text{ ha de maïs} \times \text{coefficient } 1) + (10\ 000 \text{ canards} \times 0,0004 \times 0,25) = \mathbf{101 \text{ ha}}$.

Annexe 3 : CRITERES D'APPRECIATION FIXES DANS LE SCHEMA DIRECTEUR REGIONAL DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (SDREA)

Conformément à l'article L. 312-1 du code rural et de la pêche maritime, le SDREA fixe les critères d'appréciation qui serviront à l'instruction des demandes et à leur classement dans l'ordre des priorités. Les informations demandées dans ce cadre sont propres au SDREA Occitanie.

ENCADRÉ : CRITERES DE DEROGATION POSSIBLE APRES AVIS CDOA (page 2)

L'article 3 du SDREA Occitanie prévoit qu'il peut être dérogé dans certains cas, à titre exceptionnel et après avis motivé de la CDOA, à l'ordre des priorités fixés dans cet article.

Si votre demande vous semble correspondre à l'un des 3 cas prévus, veuillez renseigner l'encadré correspondant et fournir les pièces justificatives.

ENCADRÉ : CRITERES PRIORITES DE RANG 1 (page 3 et suivantes)

Un des encadrés de la page 3 à 5 doit être obligatoirement renseigné, même si aucune concurrence à votre demande ne se manifeste. Selon les renseignements apportés et les documents fournis le service instructeur pourra être amené à vous demander des renseignements complémentaires. Vous pouvez également fournir toute pièces qui permet d'éclairer la détermination du rang de priorité de votre demande.

Pour la priorité 2-2 :

Définition des parcelles proches des bâtiments d'élevage donnée par le SDREA : parcelles cadastrales situées dans un rayon maximal de 200 m d'un ou plusieurs bâtiment(s) d'élevage fixe(s) et fonctionnel(s) d'une superficie minimale cumulée de 100 m² hébergeant des animaux et exploité(s) par le demandeur.

Pour la priorité 3-1 :

CAPACITE = diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées à l'article R. 331-2 du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 29 octobre 2012 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°), R. 331-1 et D. 343-4 du code rural et de la pêche maritime.

EXPERIENCE = 5 ans minimum (au cours des 15 dernières années) en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé d'exploitation, de salarié d'exploitation agricole, de conjoint-collaborateur d'exploitation, sur une surface au moins égale au 1/3 de la SAU moyenne régionale indiquée dans le SDREA Occitanie qui est de 24,67 ha.

Pour la priorité 4 :

L'échelle graphique d'origine du plan, qui doit être visible sur la même feuille, permettra de vérifier les distances et surfaces indiquées notamment en cas de plan photocopié ou photographié.

Pour la priorité 5 :

Tout courrier officiel daté qui indique une installation récente individuelle ou en société (administration ou collectivité, organisme agricole).

Pour la priorité 6 :

Pour bénéficier de la **priorité**, le calcul de la surface pondérée est obligatoire, **ainsi que la copie des statuts pour les sociétés.**

Pour la priorité 7 :

Pour bénéficier de la **priorité**, le calcul de la surface pondérée est obligatoire, **ainsi que la copie des statuts pour les sociétés.**

Annexe 4 :

Il s'agit d'un modèle de lettre que vous pouvez utiliser pour informer de votre demande chacun des propriétaires des biens objets de votre demande.

Annexe 4bis :

Il s'agit d'un modèle de lettre que vous pouvez utiliser pour informer de votre demande l'exploitant en place des biens objets de votre demande.

QUESTIONNAIRE

Utilisation du formulaire de demande d'autorisation préalable d'exploiter

UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER EST NECESSAIRE DANS LES CAS SUIVANTS :

(articles L331-2 -I et III- du code rural et de la pêche maritime)

Au préalable, veuillez consulter le SDREA Occitanie pour connaître les seuil de contrôle pour les différentes zones de la région ainsi que les coefficients d'équivalence pour les différents types de culture ou productions hors sol.

Veuillez répondre au questionnaire

Régime des autorisations	OUI	NON
L'exploitation comporte-t-elle aucun membre ayant la qualité d'exploitant ?		
La capacité* et l'expérience** professionnelles agricoles vous font-elles défaut, (à vous ou à l'un des membres exploitants de la société si le demandeur est une personne morale) ? <i>* CAPACITE : diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées à l'article R 331-2 du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 29 octobre 2012 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°), R. 331-1 et D. 343-4 du code rural et de la pêche maritime. ** EXPERIENCE : 5 ans minimum (au cours des 15 dernières années) en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé d'exploitation, de salarié d'exploitation agricole, de conjoint-collaborateur d'exploitation, sur une surface au moins égale au 1/3 de la SAU moyenne régionale indiquée dans le SDREA Occitanie qui est de 24,67 ha.</i>		
Avez-vous une autre profession et vos revenus personnels extra-agricoles sont supérieurs à 3120 fois le SMIC ? <i>Les revenus extra-agricoles sont constitués du revenu fiscal de référence du demandeur au titre de l'année précédant celle de la demande, déduction faite, s'il y a lieu, de la part de ce revenu provenant d'activités agricoles. Le montant horaire du SMIC est celui publié au Journal Officiel en vigueur au 31 décembre de cette même année</i>		
Votre exploitation dépasse-t-elle après l'opération, en surface pondérée, le seuil de contrôle fixé par le SDREA pour la zone concernée ? <i>Ne pas cocher si vous êtes dans le cas suivant : La constitution d'une société à partir de votre exploitation individuelle, sans autre modification, n'est pas soumise à contrôle si vous en devenez l'unique associé exploitant. Il en est de même pour la constitution d'une société réunissant les exploitations individuelles de 2 époux mariés ou pacésés, sans autre modification, s'ils en deviennent les uniques associés exploitants.</i>		

<p>Etes-vous déjà exploitant individuel ou associé dans une société et envisagez-vous de participer à une autre exploitation agricole ?</p> <p><i>Selon l'article R 331-1 du code rural et de la pêche maritime, « une personne associée d'une société à objet agricole est regardée comme mettant en valeur les unités de production de cette société si elle participe aux travaux de façon effective et permanente, selon les usages de la région et en fonction de l'importance de ces unités de production ».</i></p>		
<p>L'opération envisagée supprime-t-elle une exploitation d'une superficie supérieure au seuil de contrôle fixé par le SDREA ?</p>		
<p>L'opération envisagée ramène-t-elle la superficie d'une exploitation en dessous du seuil de contrôle fixé par le SDREA ?</p>		
<p>L'opération envisagée prive-t-elle une exploitation agricole d'un bâtiment essentiel à son fonctionnement (sauf s'il est reconstruit ou remplacé) ?</p>		
<p>Les terres demandées sont-elles situées à une distance, par rapport à votre siège d'exploitation, supérieure au seuil fixé par le SDREA pour votre zone ?</p>		
<p>Envisagez-vous de reprendre, créer ou agrandir un atelier hors-sol au-delà du seuil de contrôle fixé par le SDREA pour les productions envisagées ?</p>		
<p>Si vous avez répondu au moins une fois OUI, alors vous devez déposer une demande d'autorisation d'exploiter... à moins que vous ne releviez du régime déclaratif (voir page suivante).</p>		

OPERATION REALISEE DANS LE CADRE DE LA SAFER

S'il s'agit d'une opération SAFER (rétrocession d'un bien agricole en propriété ou en jouissance ou par la conclusion d'un bail ou d'une convention), bien que vous soyez soumis au contrôle des structures, vous n'avez pas à présenter de demande au préfet de Région (cf articles L 331-2- III et R 331-13 du code rural et de la pêche maritime).

La SAFER adressera au Commissaire du Gouvernement les éléments permettant d'apprécier votre situation, ainsi que celle des autres candidats, au regard du contrôle des structures.

CAS PARTICULIER : Régime de la déclaration Déclaration d'exploiter un bien familial (article L. 331-2, II du code rural et de la pêche maritime)	OUI	NON
Le bien que vous envisagez de mettre en valeur est-il transmis par donation ou location ou vente ou succession d'un parent ou allié jusqu'au 3 ^{ème} degré inclus (lien de mariage exclu) ?		
Le bien que vous envisagez de mettre en valeur a-t-il été détenu par un parent ou allié jusqu'au 3 ^{ème} degré depuis 9 ans au moins ? Par exemple : 1) le parent l'a détenu 9 ans avant d'en faire donation au fils, 2) le père l'a détenu 6 ans puis, à son décès, la mère pendant une durée de 4 ans avant d'en faire bénéficier sa fille...		
Justifiez -vous des conditions de capacité ou d'expérience professionnelles (énumérées au précédent tableau) ?		
Les biens sont-ils libres de location ?		
Les biens sont-ils destinés à l'installation d'un nouvel agriculteur ou à la consolidation de l'exploitation du déclarant et dans la limite après reprise du seuil de surface fixé par le SDREA ?		
<p>Si vous avez répondu OUI à toutes les questions, alors vous pouvez déposer une simple déclaration (modèle à votre disposition sur le site internet de la DRAAF Occitanie ou de la DDT/DDTM).</p> <p>Si vous avez répondu NON au moins une fois, vous relevez du régime de l'autorisation d'exploiter.</p>		

CIRCONSTANCES DE LA DEMANDE

Veillez préciser les circonstances de la présente demande en cochant l'une des cases suivantes :

- Il s'agit d'une demande spontanée. La demande fait suite à une expropriation.
- La demande fait suite à la publicité administrative relative au dossier n° _____, enregistré le ____/____/____
- Il s'agit d'une demande en concurrence avec le dossier déjà déposé :
- par : _____
- sur les surfaces libérées par : _____

NATURE DE L'OPERATION

Veillez préciser la nature de l'opération, objet de la présente demande, en cochant la ou les cases correspondantes :

Opération de type I : Installation et ré-installation (selon définition du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles, article 1)

- Installation à titre individuel Première installation dans une société sans apport de surface Constitution d'une société
- Ré-installation suite à une expropriation deha, en date du :

Dans le cas d'une première installation dans une société avec apport de surface, c'est la société qui doit déposer une demande.

Dans ce cas, la société devra cocher la case « Il s'agit d'un agrandissement de votre exploitation individuelle ou de votre société » dans la rubrique ci-après.

Opération de type II : Agrandissement, réunion d'exploitations agricoles ou participation à une autre exploitation

- Il s'agit d'un agrandissement de votre exploitation individuelle ou de votre société.
- avec reprise de bâtiments d'élevage oui non
- Vous réunissez deux exploitations dans une nouvelle société.
- Vous voulez participer à une autre exploitation que celle que vous exploitez individuellement ou en société.
- Mise à disposition au bénéfice d'une société.

Opération de type III : Création, reprise ou extension d'atelier hors-sol

- Création d'un atelier hors-sol Reprise d'un atelier hors-sol Extension d'un atelier hors-sol

CARACTERISTIQUES DES SURFACES, OBJET DE LA DEMANDE
 (A ne renseigner que pour les parcelles pouvant faire l'objet d'une exploitation agricole)

Commune	N° Parcelles cadastrales	Location ou Achat	Superficie Totale	Nom et adresse du propriétaire *
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	
		<input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Achat	_____ ha _____ a _____ ca	

*Préciser l'adresse des propriétaires:

LISTE DES PIÈCES A JOINDRE A VOTRE DOSSIER DE DEMANDE

Pièces	Pièces jointes	Sans objet
<p>Le présent formulaire de demande d'autorisation d'exploiter et les annexes 1, 2 (si présence d'ateliers hors sol sur l'exploitation et/ou demande concernant un atelier hors sol) et 3, dûment renseignés et signés.</p> <p><i>Veillez noter que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - selon vos réponses dans l'annexe 3, des pièces supplémentaires vous sont demandées (Reportez-vous à l'annexe 3). - en cas d'égalité de priorité de concurrents déclarés des pièces complémentaires pourront également vous être demandées. 		
Le relevé de propriété des parcelles objet de la demande : à retirer en mairie ou auprès du propriétaire.		
Si la demande est faite pour une reprise concernant des biens n'appartenant pas au demandeur, joindre les preuves de l'information du/des propriétaires des terres, de l'exploitant en place (copie des lettres envoyées) (cf. modèles joints en annexes 4 et 4 bis) et accusé(s) de réception postal ou non, pour tous les propriétaires et indivisaires et exploitants en place.		
Dernier avis d'imposition.		
Justificatif de la capacité agricole.		
Si la demande concerne une société : joindre le projet de statuts ou les statuts si ces derniers ont été modifiés par rapport à un précédent envoi à la DDT(M).		

RESERVE A L'ADMINISTRATION

A L'USAGE DU MINISTERE EN CHARGE DE L'AGRICULTURE – NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION

DATE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER: |_|_|_|/|_|_|_|/|_|_|_|_|_|

DATE DE NOTIFICATION DE LA COMPLÉTUDE DU DOSSIER: |_|_|_|/|_|_|_|/|_|_|_|_|_|

SURFACES MISES ET À AMETTRE EN VALEUR					
Nature des cultures	A - Surfaces présentes sur l'exploitation avant la demande (SAU) (ha)	B - Surfaces objet de la demande (SAU) (ha)	C – SAU totale = A + B	D - Coefficient d'équivalence SDREA	Surface pondérée totale (SAUP) = C x D (ha)
Semences, céréales, oléagineux, protéagineux (SCOP) et autres cultures ou états de parcelles entrant dans une rotation (légumes de plein champ, plantes à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM) annuelles, plantes industrielles, jachère ...)				1	
Cultures fourragères pérennes (hors rotation annuelle)				1	
Prairies temporaires				1	
Prairies permanentes				1	
Pâturages pauvres				0,7	
PPAM pérennes, n'entrant pas dans une rotation.				1,5	
Semences y compris betteraves semence, n'entrant pas dans une rotation.				3	
Cultures légumières de plein champs, présentes en permanence sur l'exploitation.				6	
Marâchage				15	
Légumes sous serres et abris hauts, champignons cultivés				50	
Fleurs et plantes ornementales de plein air				50	
Fleurs et plantes ornementales sous serre				100	
Vergers : toutes cultures fruitières dont pommes, fruits d'origine subtropicale dont kiwis, agrumes, toutes baies, sauf les fruits à coque et les oliviers				6	
Vergers : fruits à coques (noyer, amandier, châtaignier, noisetier, autres fruits à coque)				3,5	
Vergers : Oliviers				3,5	
Vignes pour vins et raisin de table				3,5	
Pépinières				12	
Par défaut, toute culture non listée ci-avant, dont arbres de Noël, truffières, etc ...				1	
Total :					

SURFACES ÉQUIVALENTES DES ATELIERS HORS SOL					
Type d'atelier	Unité de mesure	A - Quantité présente sur l'exploitation avant opération	B - Quantité ajoutée du fait de l'opération	C - Coefficient d'équivalence SDREA	Surface équivalente des ajouts = (A + B) x C
Porc, atelier naisseur	Truies présentes			0,2976	
Porcs, atelier engraisseur	Places			0,0417	
Porcs, atelier naisseur-engraisseur	Truies présentes			0,5952	
Veaux, atelier engraissement-batteries	Places dans l'atelier			0,1250	
Veaux, atelier engraissement-batteries	Veaux produits/an			0,0417	
Poules pondeuses en batterie ou au sol, dindes fermières, poulet label avec parcours	m ² de poulaillers			0,0167	
Poulets de chair, pintades et dindes industrielles, canards élevage en claustration	m ² de poulaillers			0,0083	
Canards, élevage en claustration	m ² de poulaillers			0,0083	
Canards, élevage en claustration	Têtes / an			0,0004	
Canards fermiers, canards sous label avec parcours	Têtes / an			0,0009	
Canards fermiers, canards sous label avec parcours	m ² de poulaillers			0,0179	
Oies à foie gras	Têtes / an			0,0250	
Canards à foie gras	Têtes / an			0,0104	
Lapins de chair	Nombre cages mères			0,1000	
Lapins de chair	Mères présentes			0,0893	
Lapins angora	Animaux présents			0,0625	
Truites en bassin	m ² de bassins			0,0250	
Abeilles	Nombre de ruches			0,0625	
Agneaux, atelier engraissement	Têtes / an			0,0100	
Équidés domestiques pour l'élevage ou des activités de préparation et d'entraînement en vue de leur exploitation, à l'exclusion des activités de spectacle.	Têtes / an			2,5000	
	Total :				

*Pourcentage d'approvisionnement alimentaire des animaux ne provenant pas de l'exploitation : ... %

	Oui	Non
<p><i>Seulement 3 situations possibles peuvent donner lieu à dérogation :</i></p> <p>Cas 1/ Votre exploitation est sociétaria, et votre demande concerne un changement de forme juridique pour passage en exploitation individuelle.</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Si oui, fournir les pièces justificatives (autorisation d'exploiter sur la surface avant changement de forme juridique, courrier de l'administration, ...)</p> <p>Cas 2/ Les parcelles objet de la demande seront exploitées par un établissement de recherche, d'enseignement ou d'insertion à caractère agronomique, économique, social ou environnemental n'ayant pas le caractère d'une exploitation agricole familiale, et cette exploitation ne remet pas en cause un projet d'installation.</p> <p>Si oui, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les justificatifs de l'identité des responsables légaux, et de l'activité de l'établissement : statuts, règlement, Kbis pour les sociétés, ... - le descriptif des parcelles concernées et un plan de situation avec mention de l'échelle. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>Cas 3/ L'opération que vous envisagez est consécutive à un échange de parcelles avec un autre ou plusieurs autres demandeurs.</p> <p>Si oui, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accord écrit des exploitants demandeurs souhaitant procéder à l'échange, • l'accord écrit du ou des propriétaires des parcelles en cas d'exploitation en fermage, • une attestation de conformité au contrôle des structures des exploitants demandeurs, • la justification qu'il n'y a pas d'augmentation de la surface de plus de 10 % de la surface cédée par l'exploitant dans le cadre de l'échange, • un argumentaire montrant que l'échange proposé contribue à l'amélioration de la structuration parcellaire, • une note expliquant que les pratiques liées à des engagements environnementaux en cours ne sont pas remises en cause. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

CRITERES PRIORITES DE RANG 1

Priorité 1 - Réduction involontaire de surface supérieure à 20 % de la SAUP de l'exploitation, ou ramenant celle-ci en dessous du seuil de viabilité, dans les 4 dernières années :	Oui	Non
<p>1-a / Cas d'expropriation en application de l'article L.13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique</p> <p>Si oui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir copie ou références de la décision d'expropriation pour cause d'utilité publique, et un plan avec mention de l'échelle des parcelles concernées. - Préciser la répartition des surfaces AVANT expropriation et APRES expropriation 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>1-b / Cas de reprise par le propriétaire</p> <p>Si oui,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir la copie de la notification du congé faite par le propriétaire, ainsi qu'un plan parcellaire avec mention de l'échelle montrant les parcelles perdues et le siège d'exploitation. - Préciser : <ul style="list-style-type: none"> - La surface totale perdue suite à l'opération :ha.....aca. - La nature des cultures ou occupation des sols des parcelles perdues : - La surface récupérée éventuellement sur une autre propriété :ha.....aca, ainsi que dans ce cas, la nature des cultures ou occupation des sols des parcelles récupérées 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Priorité 2-1 - Installation individuelle ou en société d'agriculteurs dans des conditions de viabilité économique et répondant aux critères d'obtention de la DJA (âge, conditions de capacité professionnelle telles que définies à l'article D.343-4, alinéa 4 du code rural et de la pêche maritime, plan d'entreprise), ou installation progressive avec DJA, dans la limite de la surface prévue dans le plan d'entreprise	Oui	Non
<p>Si oui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - et installation avec DJA, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> * Dossier DJA de moins de 5 ans : oui / non (Barrer la mention inutile). * Nom du bénéficiaire DJA : - et installation sans DJA, fournir : <ul style="list-style-type: none"> * un Plan d'Entreprise (Business Plan) * Les justificatifs de la capacité* ou de l'expérience professionnelle** : <ul style="list-style-type: none"> o Pour la capacité : copie des diplômes. o Pour l'expérience professionnelle, préciser : <ul style="list-style-type: none"> ▪ le type d'expérience : ▪ le nombre d'année : ▪ la surface des exploitations concernées :ha.....aca. <p>* CAPACITE : diplômes ou certificats requis pour l'octroi des aides à l'installation visées à l'article R 331-2 du code rural et de la pêche maritime et à l'arrêté du 29 octobre 2012 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°), R. 331-1 et D. 343-4 du code rural et de la pêche maritime.</p> <p>** EXPERIENCE : 5 ans minimum (au cours des 15 dernières années) en qualité d'exploitant, d'aide familial, d'associé d'exploitation, de salarié d'exploitation agricole, de conjoint-collaborateur d'exploitation, sur une surface au moins égale au 1/3 de la SAU moyenne régionale indiquée dans le SDREA Occitanie qui est de 24,67 ha.</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>Priorité 2-2 - L'opération envisagée permet d'opérer une restructuration parcellaire sans agrandissement supérieur à 5% du seuil de contrôle de la zone considérée, pour les demandes portant sur une ou plusieurs parcelles cadastrales proches d'un ou plusieurs bâtiment(s) d'élevage exploités par le demandeur (au sens de la définition figurant à l'article 1^{er} du SDREA)</p>	Oui	Non
<p>Si oui, - préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La surface totale des parcelles à exploiter demandées pour la restructuration (*):ha.....aca. - La distance entre la parcelle demandée la plus éloignée et le bâtiment d'élevage (*): m <p>- Fournir un plan, avec mention de l'échelle, faisant figurer les parcelles et bâtiments concernés. (*): voir la définition des parcelles proches des bâtiments d'élevage dans le SDREA « Art. 1, § Autres définitions »</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>Priorité 3-1 - Installation individuelle ou en société, dans des conditions de viabilité économique, d'agriculteur remplissant les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle telles que définies à l'article R331-2-I du code rural et de la pêche maritime</p>	Oui	Non
<p>Si oui, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Document montrant la viabilité de l'installation : Business plan / PE, ... (revenu prévisionnel après 4 ans > 1 SMIC/ associé exploitant) - Conditions de capacités professionnelles vérifiées par : <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme : fournir la copie du diplôme • Expérience : pendant années, sur une exploitation d'une surface deha.....aca. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>Priorité 4 - L'opération envisagée permet de réduire et/ou supprimer, au sein de l'exploitation du demandeur le nombre de parcelle(s) cadastrales isolée(s), dont la surface totale est inférieure à 5% du seuil de contrôle de la zone considérée et constituant une ou plusieurs inclusions au sein du parcellaire du demandeur</p>	Oui	Non
<p>Si oui, : - Préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de petites parcelles avant opération : - Nombre des petites parcelles concernées par la restructuration : - Commune et références cadastrales des petites parcelles concernées par la restructuration : - Nombre de petites parcelles après opération : - Surface totale des parcelles concernées par la restructuration :ha.....aca <p>- Fournir un plan de situation des parcelles concernées, indiquant nombre et références cadastrales des petites parcelles concernées par la restructuration : avec mention de l'échelle d'origine du plan.</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>Priorité 5 – Autres installations</p>	Oui	Non
<p>Si oui, fournir les documents attestant d'une installation depuis moins de 5 ans.</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>Priorité 6 - Autres agrandissements, réunions ou concentrations d'exploitations atteignant le seuil de viabilité et intérieurs au seuil d'agrandissement excessif</p>	<p>Si oui, indiquer : - La surface pondérée après opération (SAUP) :ha.....aca.</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>
<p>Priorité 7 - Autres agrandissements atteignant ou dépassant le seuil d'agrandissement excessif</p>	<p>Si oui, indiquer : - La surface pondérée après opération (SAUP) :ha.....aca.</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>
<p>Priorité 8 - projet porté par une société dont plus de 50 % du capital social n'est pas détenu par des associés exploitants au sein de ladite société</p>	<p>Si oui, indiquer : Répartition des parts sociales, précisant le total des parts détenues par les associés exploitants de la société demandeuse : - parts sociales au total - parts sociales détenues par les exploitants de la société</p>	<p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non <input type="checkbox"/></p>

DDT de l'AVEYRON

**INFORMATION AU PROPRIETAIRE DU DEPOT
D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER**

(Art. L 331-1 à L 331-11 et R 331-1 à R 331-7 du Code Rural et de la Pêche Maritime)

Demandeur

M. et/ou Mme
Personne morale
Adresse

Propriétaire

M. et/ou Mme
Personne morale
Adresse

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime, je vous informe que je sollicite une demande d'autorisation d'exploiter les fonds vous appartenant, d'une surface cadastrale totale dehaaca.

La liste des parcelles objet de la demande est précisée au verso.

Ma demande a été déposée à la :
DDT de L'AVEYRON
Service Économie Agricole
9, Rue de Bruxelles -BP 3370
12033 RODEZ Cedex 9

Pour votre information, il vous est signalé que :

- Cette lettre ne vous engage pas à me louer ou vendre les parcelles, objet de la demande (à l'exception des baux en cours),
- Vous avez la possibilité de produire des observations écrites auprès de l'administration dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la présente lettre.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Fait à le

Signature du propriétaire
ou nu-propriétaire (s), usufruitier (s), indivisaire (s)
" J'ai pris connaissance des informations ci-dessus "et atteste sur
l'honneur avoir informé l'ensemble des propriétaires
Lu et approuvé

Signature du demandeur ou
des associés

Propriétaire
M;et/ou Mme :
Personne morale :

LISTE DES PARCELLES OBJET DE LA DEMANDE

COMMUNE	REFERENCES CADASTRALES	
	Section	N° parcelle

**Signature du propriétaire
ou nu-propriétaire (s), usufruitier (s), indivisaire (s)**
*" J'ai pris connaissance des informations ci-dessus "et atteste sur
l'honneur avoir informé l'ensemble des propriétaires
Lu et approuvé*

Exploitant antérieur
M. et/ou Mme :

LISTE DES PARCELLES OBJET DE LA DEMANDE

		<i>REFERENCES CADASTRALES</i>	
<i>Propriétaire</i>	<i>Commune</i>	<i>Section</i>	<i>N° parcelle</i>

Signature de l'exploitant antérieur
j'ai pris connaissance des informations ci-dessus
Lu et approuvé